

<b>Déclaration liminaire des élus Force Ouvrière</b>
--

Monsieur le Président,

Depuis sa création, la Direction Générale des Finances Publiques aura perdu 13 354 emplois. Ses services doivent fonctionner sur des budgets en baisse constante. Les agents de la DGFIP ne comprennent pas que d'un côté l'État employeur ne leur donne pas les moyens d'exercer correctement leur mission de service public alors que d'un autre côté, l'efficacité de la dépense publique n'est ni contrôlée ni même évaluée. Le CICE en est la démonstration. Dans le même temps, ces mêmes agents subissent, pour la 5ème année consécutive, le gel des traitements, qui pose problème indubitablement sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires, déjà bien entamé par l'augmentation constante du coût de la vie. En outre, la refonte des régimes indemnitaires laisse beaucoup d'amertume auprès de ceux dont les fonctions ne sont pas valorisées, tels que les adjoints en poste comptable ou en Recette des Finances, les évaluateurs du Domaine, sans parler de ceux qui devront attendre le mois de Janvier pour percevoir l'ACF caissier dite prime de caisse.

Dans un tel contexte, l'annonce des nouvelles suppressions d'emplois (-1 934 suppressions nettes) et des restrictions budgétaires (-2.2%) vont aboutir inévitablement à une nouvelle dégradation des conditions de travail et à un recul en matière de promotion interne.

Comme seule réponse, la Direction Générale propose une diminution des plages d'ouverture au public. En prenant comme prétexte l'amélioration des conditions de travail, la DGFIP n'a d'autre but que de réduire le service public et de justifier les fermetures et les regroupements de services, conformément aux orientations de la démarche stratégique. D'ailleurs, la Direction Générale ne cache plus que son objectif est la suppression de 850 postes à l'horizon 2018. FO refuse catégoriquement toutes ces suppressions qui vont réorganiser le réseau des postes comptables au détriment du maillage territorial.

Pour Force Ouvrière, défendre la présence de tous les services sur le territoire, c'est éviter, pour demain, la mobilité forcée des personnels, préserver les possibilités de promotions et un déroulement de carrière attractif pour tous.

Face aux menaces de privatisation des missions de recouvrement et de dépenses des collectivités territoriales et de l'État contenues dans le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises, FO maintient son opposition totale à ces textes et rappelle ce principe de précaution : « à argent public, comptable public ».

Concernant l'ordre du jour, FO constate l'inadaptation du mouvement complémentaire aux besoins du département. Les arrivées se font en effet très rares. Elles obligent les services à fonctionner à flux tendu, dans l'attente d'une hypothétique arrivée au mouvement général. Beaucoup d'agents signalent leur mécontentement face à ces nouvelles règles de gestion. FO continue de revendiquer deux mouvements pleins à deux périodes de l'année, dans l'intérêt des personnels et des services.

Les élus FO-DGFIP.